

Center Parcs :

“36 métiers, 40 misères”

Les promesses d'emplois pour le projet du bois des Avenières sont présentées et perçues comme les raisons indiscutables qui justifieraient de privatiser un bien commun, d'abattre une partie de la forêt des Chambarans, de bouleverser sa vie sauvage mais aussi la vie locale des habitants. L'industriel avec son éloquence commerciale ne prendrait-il pas les élus et leurs administrés pour des gogos ? L'expansion économique tant attendue, malgré toutes les conséquences déplorables, n'est-elle pas un miroir aux alouettes ? Nous reprenons ici un article du journal Le Républicain Lorrain du 28 mai 2009, à propos des emplois au Center Parcs de Sarrebourg actuellement en construction, qui remet en question l'enthousiasme de l'économie et de l'emploi.

Center Parcs : le défi de l'emploi

L'implantation de Center Parcs attise l'espoir de toute une région. A la clé, 620 emplois dès 2010 sur le secteur de Sarrebourg, dont les deux tiers à temps plein. Mais certains redoutent une réalité moins idyllique.

L'implantation en Moselle du 4e Center Parcs de l'Hexagone sonne comme une belle promesse pour l'emploi local. Tel est du moins le pari du conseil général et du conseil régional. Lesquels ont respectivement misé 30 et 20 M€ pour un investissement global de 250 M€. D'une superficie de 435 hectares, le site du bois des Harcholins, près de Sarrebourg, accueillera ses premiers visiteurs au printemps 2010. Le Domaine des Trois forêts disposera alors d'un parc de 870 cottages, d'une capacité de 4 300 lits et quelque 23 000 m² d'équipements de loisirs.

Lors de la pose de la première pierre en janvier, Gérard Brémond, PDG du groupe Pierre & Vacances confirmait la perspective d'embauche de 620 emplois à l'ouverture du site. Dans la foulée, la Région a mis en place des actions d'insertion professionnelle destinées aux futurs candidats à l'embauche. « Pour le projet de Center Parcs dans l'Aisne, Pierre & Vacances a recruté 85 % de demandeurs d'emploi », se félicite Laurence Demonet, vice-présidente à la Région en charge des questions de formation.

Affluence

« Mais plus de trois cents de ces emplois sont à temps partiel : il s'agit de contrats de dix heures seulement par semaine, le lundi et le vendredi de 10 h à 15 h ! », objecte le correspondant de Lutte Ouvrière hebdo dans l'Aisne, en faisant allusion au nettoyage des cottages. Lequel s'empresse d'ajouter : « En fait, beaucoup de ces emplois ne permettent pas d'avoir un vrai salaire et ne peuvent venir compléter un autre travail à temps partiel. Pour les emplois à temps complet, il y a souvent des horaires contraignants et les salaires sont tout juste au Smic. »

Un réquisitoire que l'intéressé conclut par cette charge : « Les collectivités locales auraient au moins pu avoir quelques exigences dans le domaine social au vu des aides qu'elles ont fournies. » Principale crainte : que les temps partiels constituent un appel d'air pour les demandes d'allocation RSA. Soit une ponction supplémentaire des finances publiques qui cadrerait mal avec les substantiels bénéfices dégagés par le groupe de Gérard Brémond.

« Certes, il faut qu'on soit attentif », convient en écho le Mosellan Daniel Béguin, vice-président à la Région, « mais en même temps nous n'avons aucune prise directe sur la politique sociale du groupe », nuance-t-il. « Ce qui est sûr, c'est que Pierre & Vacances se montre extrêmement soucieux de son image », renchérit Laurence Demonet. Et les promesses d'embauche réveillent bien des espoirs.

Entre janvier et mars, les douze réunions d'information publiques organisées sur les bassins de Sarrebourg, Lunéville et Saint-Dié ont recueilli 2 500 participants. La région a financé mille places de formation dans des métiers en vue du prérecrutement qui débutera à l'automne. « On mise, avec Pôle Emploi, sur une formation dispensée à trois mille Lorrains. Tous ne seront pas embauchés, mais certains bénéficieront ainsi d'outils leur permettant d'envisager plus sereinement un retour à l'emploi en postulant notamment dans des secteurs qui embauchent, comme l'hôtellerie »

Sur la qualité des emplois proposés, l'élue préfère prévenir : « On sera vigilant, jusqu'au bout. » Daniel Béguin conclut en ce sens : « On ne peut pas laisser tomber cet espoir qu'on a fait naître sur des bassins aussi durement touchés que ceux de Sarrebourg ou de Lunéville. »